

KADUC
PAPIEREN
CH DE HE MPTINNE (1.12/1)

J'ai été expulsé du Brésil
=====

Un prêtre du diocèse de Bruges parle du
calvaire de la population brésilienne

Bruges, 16 août (KIPA) L'abbé Jean Talpe, prêtre du diocèse de Bruges (Belgique), âgé de 35 ans, a été durant quatre ans professeur à l'université d'Etat de Sao Paulo. Il est arrivé, il y a quelques jours, dans son pays natal, après avoir été expulsé par les autorités brésiliennes.

Arrêté le 18 février par la police politique. il a fait connaissance avec les tortures et l'oppression du peuple brésilien.

L'abbé Talpe a narré à l'Agence catholique belge CIP l'histoire de son séjour au Brésil. Nous lui donnons la parole :

"Le Brésil est depuis des siècles le pays d'un peuple qui est opprimé et exploité et en même temps le pays d'un peuple qui lutte d'une façon héroïque pour sa libération et son émancipation.

Je suis parti il y a quatre ans vers ce pays, répondant à une demande de mon évêque. J'ai travaillé pendant quatre ans comme professeur à l'université d'Etat de Sao Paulo et comme aumônier des étudiants. Dans la vie communautaire de tous les jours avec les étudiants, j'ai appris à mieux connaître ce peuple. Finalement, l'année dernière, je suis allé habiter avec un prêtre brésilien dans une cité ouvrière pauvre, de façon à comprendre plus objectivement encore cette réalité. Nous y étions connus en tant que simples ouvriers. En effet mon compagnon travaillait comme ouvrier non qualifié dans une usine et moi-même pendant le week-end ou le soir j'exerçais occasionnellement le métier d'électricien, tandis que le jour, je continuais mon activité de professeur et d'aumônier d'étudiants. Ce séjour où nous avons partagé incognito la vie quotidienne des ouvriers pauvres, m'a permis de connaître de plus près les besoins et la lutte de ce peuple. La plupart des ouvriers vit dans une pauvreté extrême.

Il y a un an, ils pouvaient encore acheter de la viande de temps en temps. Mais actuellement certains ne peuvent même plus acheter de pain. Beaucoup ne gagnent que le soi-disant salaire minimum. Avec le salaire d'une heure de travail on pouvait l'année dernière acheter un litre et demi de lait ou un kilo de riz ou se payer deux tickets d'autobus. Le loyer d'un taudis absorbait les deux tiers d'un salaire minimum. Ceci était la situation l'année dernière dans la région la plus riche du Brésil. Le salaire réel baisse chaque année de 10 à 20 %.

Actuellement en province beaucoup doivent travailler cinq heures pour le prix d'un litre de lait. Entre temps les grands propriétaires terriens deviennent de plus en plus riches et l'industrie est absorbée par les trusts internationaux.

Au début de l'année, la police secrète d'Etat a su que nous habitons dans une cité ouvrière. Un certain jour le prêtre qui habitait avec moi a été enlevé en pleine rue et forcé de monter dans une voiture pour être conduit à la chambre de torture. Quel-

J'AI ETE EXPULSE DU BRESIL / 2

Quelques jours plus tard je subissais le même sort et j'arrivais dans la même prison où j'étais torturé à mon tour. Là j'ai revu mon compagnon dans un état déplorable. Après un emprisonnement de six mois, je suis expulsé du Brésil, tandis que mon compagnon reste prisonnier. A ce jour il n'est même pas question de procès, donc encore moins d'un jugement. Ceci n'est qu'un petit échantillon de la façon de faire des militaires brésiliens.

Lutte contre l'oppression et l'exploitation

Il existe dans le peuple brésilien une longue tradition de lutte contre l'oppression et l'exploitation. Jusqu'à ces dernières années une certaine activité dans les syndicats et les partis politiques reconnus était encore possible. Ces dernières années, au contraire, tous les dirigeants syndicaux ont été systématiquement écartés de force et chaque forme d'activité politique légale était rendue impossible.

Des grèves sont toujours déclarées illégales et brutalement écrasées par l'armée. Actuellement tous les ex-dirigeants syndicaux sont fugitifs ou prisonniers. La seule issue dans la lutte pour la justice se trouve maintenant dans la clandestinité.

Afin de protéger les privilèges des grands propriétaires terriens et des trusts internationaux, la dictature militaire a instauré un système de répression impitoyable. A la moindre suspicion on vous enlève discrètement pour vous conduire à la chambre de torture.

Le simple fait que nous sommes allés habiter dans une cité ouvrière fut suffisant pour justifier une telle suspicion.

Si le suspect n'est pas trouvé on enlève les membres de sa famille comme otages. Le prisonnier aussi bien que l'otage, est soumis aux tortures les plus brutales. Un de mes amis, professeur à l'université, a été pendu nu la tête en bas et ainsi travaillé pendant des heures à coups de bâton et de chocs électriques sur les endroits les plus sensibles du corps. Une fille qui lui était inconnue était forcée d'assister à ce "spectacle" pour être ensuite traitée en sa présence tout aussi honteusement. Pendant des semaines cet ami a dû endurer des tortures semblables. Un autre prisonnier était "interrogé" pendant que sa femme était violée devant ses yeux par un des bourreaux. Bien souvent la victime est torturée à mort. Parfois le corps est retrouvé avec les ongles des doigts des mains et des pieds arrachés, les yeux enlevés et le corps honteusement mutilé, comme ce fut le cas de Jean Lucas Alvez de Rio de Janeiro. Un de mes bons amis, Henrique, aumônier d'étudiants à Recife, proche collaborateur de Don Helder Camara, a été tout d'abord déshonoré et terriblement mutilé, ensuite abattu et pendu sur la voie publique.

Dans la prison où j'étais, un enfant a été torturé à mort, alors qu'il était encore dans le sein de sa mère. J'ai vu ensuite conduire la mère dans sa cellule où elle a été abandonnée sur son grabat. Quelques jours plus tard elle a succombé à ses tortures.

La position de l'Eglise

Face à cette situation l'Eglise au Brésil prend position de différentes façons.

Pour une petite minorité, cette situation d'exploitation signifie en même temps le droit à l'exploitation. Ce groupe se range sans réserve du côté du désordre établi et se réunit sous la devise "Tradition-Famille-Propriété" (TFP). Leur chef est Dom Sigaud, évêque de Diamantina.

Une autre partie de l'Eglise condamne en théorie l'exploitation mais n'ose élever la voix contre l'oppression. Parfois c'est par crainte que les scandales, dans lesquels pourraient être mêlés des membres haut-placés dans la hiérarchie, n'apparaissent dans la presse. Cette partie-là prêche la patience, l'espoir en des temps meilleurs, l'acceptation et semble croire que la prédication et la persuasion amèneront l'opresseur impitoyable à renoncer à son but. Ces gens, évêques, prêtres ou laïcs, se limitent à des paroles très prudentes et souvent ne sont pas personnellement disposés à renoncer aux privilèges que cette situation d'exploitation leur attribue.

Un troisième groupe enfin se range courageusement du côté des pauvres, des opprimés et des exploités. Ceux-là font leur la parole de saint Pierre : "Nous ne pouvons pas ne pas parler".

Ce groupe-là se déclare solidaire de ceux qui veulent une justice effective et sont disposés à faire tout ce qu'il faut pour cela, même au prix de leur vie. Ces gens, évêques, prêtres ou laïcs, sont assez conscients pour comprendre que l'opresseur, pas plus aujourd'hui qu'autrefois, ne renoncera aux privilèges de son propre gré.

Ces hommes sont prêts à vivre le message d'Amour de l'Evangile, avec toutes ses conséquences dans ce cadre-là, même si cela aboutit à un soulèvement armé. Cette fraction de l'Eglise au Brésil, en collaboration avec tous les doi-disants non-chrétiens qui pourtant pratiquent l'amour du Christ, est aussi impitoyablement persécutée que les Apôtres et la première communauté chrétienne.

Heureusement au Brésil beaucoup de gens aiment tellement leur prochain qu'ils sont prêts à lutter pour eux à la vie, à la mort. Beaucoup de Brésiliens sont prêts à donner leur vie pour leur prochain.

C'est en cela que réside l'espoir du peuple brésilien ! "

La situation au Brésil

Rio de Janeiro, 4 mai (KIPA) Les divisions sans cesse plus nombreuses et plus profondes qui se font jour au sein de la gauche marxiste brésilienne amèneront sans doute au catholicisme progressiste une jeunesse en quête de mouvement réformistes non-violents.

Cette constatation est faite par de nombreux observateurs à Rio de Janeiro, après la naissance récente d'un groupuscule extrémiste, le "parti communiste brésilien révolutionnaire" (PCBR), partisan, selon le manifeste qu'il a publié, de la destruction par la lutte armée de l'état bourgeois et latifundiaire. Ces dissidents ont quitté les rangs du parti communiste brésilien orthodoxe, condamné à l'illégalité depuis 1964, aux effectifs inconnus et dont le chef, Luis Carlos Prestes, secrétaire général du parti, est farouchement opposé aux thèses de l'OLAS consacrant la lutte armée. Prestes est absolument hostile à une aventure du type de "Che" Guevara, qui a payé, estime-t-il, de sa vie et sans réussir une mauvaise estimation des conditions historiques du milieu choisi, la Bolivie.

Les nouveaux dissidents, loin de grossir les rangs des fractionnaires de 1967, qui avaient rallié l'OLAS, ont condamné dans leur manifeste les tenants de la "ligne chinoise", qui ont pourtant donné quelques jours avant eux des consignes similaires à leurs membres, appelant à des grèves et des manifestations et prévoyant la création d'un noyau d'une armée révolutionnaire de guérilleros.

Pour le quotidien de gauche 'Correio da Manhã', le PCBR est un "sous-groupe du parti communiste déchiré et en pleine décomposition".

D'autre part, pour les observateurs, le fait que "l'archevêque rouge", Mgr Helder Camara, ait pu se considérer au cours de son voyage en Europe comme un Martin Luther King en soutane, prend une résonance particulière au lendemain des violentes manifestations survenues à Rio même et en province et qui avaient fait plusieurs morts à l'Université brésilienne.

Pour une jeunesse brésilienne consciente de ses limites, mais qui veut maintenir sa pression sur le régime du maréchal Costa e Silva, président de la République du Brésil, l'Eglise d'un Mgr Helder Camara et des dominicains brésiliens, lesquels ont pris garde de ne pas renier un Guevara quelque peu idéalisé, prend peut-être progressivement, estiment les observateurs, la place d'un mouvement communiste brésilien qui laisse cette jeunesse désarmée face à des divisions que même les sympathisants du mouvement ne comprennent pas.

La volonté de réformes profondes affirmée par le parti communiste lui avait valu de nombreux admirateurs auprès de la jeunesse. Ses dissensions la font se détourner de lui et se tourner vers l'Eglise qui affirme, elle-aussi (mais dans un autre esprit), la nécessité urgente de telles réformes.